

Le Smitu veut finaliser l'après TransFensch

Annoncé fin février, le terme de l'accord liant le Smitu et la TransFensch était acté, restait à formaliser le tout. Pour autant, la société publique locale laissera derrière elle une facture qu'elle estime à plus de 4 millions d'euros. Lors de leur dernière réunion, les élus du syndicat de transport ont également évoqué l'avancement du dossier Citézen.

Par **David HOURT**

25 mars 2021



La réunion syndicale a été l'occasion de formaliser la fin de l'accord entre le Smitu et la TransFensch. Photo RL /Philippe NEU

Ce lundi, le Smitu tenait son conseil syndical. Pour les élus représentant les communes et intercommunalités membres du syndicat mixte des transports urbains Thionville Fensch (Smitu), la réunion n'a guère duré plus d'une heure trente. Pourtant certains points revêtaient une importance particulière pour l'avenir de la structure en général et le futur BHNS (Bus à haut niveau de service) en particulier.

Fin de la délégation de service public

Le 17 février 2021, le choix de Keolis pour succéder à la TransFensch dans le cadre de la mise en place d'une délégation de service public (DSP) exploitant le réseau du Smitu avait été acté. Restait un dernier point à entériner : la formalisation de la résiliation du contrat d'obligation de service public liant la SPL (Société publique locale) TransFensch au syndicat mixte. Ce qui a été décidé à l'unanimité. Fin de

l'histoire le 1er avril à 0 h. Le Smitu étant actionnaire majoritaire, ne lui restera ensuite qu'à éponger le déficit 2020 de la TransFensch, une somme aujourd'hui estimée à 4,4 M€ par la SPL. Par ailleurs, cette dernière « sera dissoute cette année », précise le président du Smitu, Roger Schreiber.

Coup d'accélérateur sur le BHNS

Parallèlement, les élus ont également examiné le rapport d'orientation budgétaire. L'occasion de préparer l'avancement du dossier BHNS Citézen, projet dont la mise en service a été avancée de 2028 à 2026. Dans cette optique, le réseau de transport étreenné le 22 février dernier « est une préfiguration du BHNS », souligne le maire de Guénange, Pierre Tacconi.

Pour le Yussois Laurent Schultz, si « le travail a été fait par rapport au nouveau réseau, il y a encore des améliorations à mettre en place pour le vendre aux gens ». Troisième ligne vers le Luxembourg, ouvrage d'art au-dessus de la Moselle... l'un des points présentés lors de ce débat budgétaire était le fléchage de l'intégralité du versement mobilité majoré au projet de BHNS. En résumé, il s'agit d'une enveloppe de 7,3 M€ destinée à être mise de côté pour financer le projet de transport en site propre.

Aujourd'hui, une partie de cette somme est utilisée pour financer l'augmentation du coût du nouveau réseau. Une possibilité offerte à condition que le projet soit en rapport avec la finalité du BHNS et « que les parts des collectivités soient augmentées », poursuit l'élu guénangeois. Pour répondre à cela, la participation totale des collectivités pourrait être augmentée d'1 M€ par an jusqu'en 2023, soit 3 M€ en tout.

Réponse le 14 avril prochain lors du vote du budget.